

Unité inter-départementale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 20 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TotalEnergies Marketing France**

5 chemin du champ du Bousquet

31150 Lespinasse

Références : CD/2023/498

Code AIOT : 0006802430

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen et ayant impliqué les sites exploités par les sociétés Lubrizol et Normandie Logistique.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'actions dit "post-Lubrizol". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatifs au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,
- la modification des AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 1er juin 2015 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22 août 2012 (installations de liquides inflammables

soumises à déclaration).

L'action nationale a pour objectif de vérifier la situation administrative de certains sites à autorisation et déclaration au regard des évolutions récentes (champ d'application des AM, évolution de la nomenclature), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lepinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : atelier, laboratoire, zones de stockage n° 5 et 6 selon les références de l'inventaire des matières stockées, stockages d'additifs, stockages de colorants, cuve aérienne de slops Jet, cuve de stockage des eaux hydrocarburées associée au décanteur, cuve associée aux purges de Jet aux postes de chargement des camions, cuve associée aux purges de Jet aux postes déchargement des wagons, local de supervision, local incendie n° 1.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale Post Lubrizol – liquides inflammables – sites à autorisation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite	1 mois
2	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite	1 mois
3	État des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Lettre de suite	1 mois
6	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4734	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Lettre de suite	1 mois
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 1436	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Lettre de suite	1 mois
9	Réservoirs soumis à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-III	/	Lettre de suite	1 mois
11	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III	/	Lettre de suite	1 mois
13	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	/	Lettre de suite	1 mois
15	merlons rétention - débroussaillage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires rubrique n° 4330	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4331	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
8	Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubriques n°47XX autres	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
10	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-IV	/	Sans objet
12	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-IV	/	Sans objet
14	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 6 faits sans suites ;
- 9 faits avec suites.

Les faits avec suites n'engagent pas la sécurité et des actions correctives peuvent rapidement être engagées par l'exploitant. Ils concernent :

- l'état des matières stockées qui nécessite d'être complété et pris en compte dans le POI ;
- la situation administrative de certaines installations ;
- la présence de réservoirs aériens qui pourraient être soumis aux dispositions de l'AM du 03 octobre 2010, mais non répertoriés comme tels par l'exploitant ;
- l'absence de réalisation d'une étude d'effets thermiques pour un container mobiles soumis à l'AM du 24 septembre 2020 implanté à moins de 20 mètres des limites de propriété ;
- la présence d'une végétation dense sur les merlons des rétentions du parc de stockage d'hydrocarbures en réservoirs aériens. Un débroussaillage des merlons doit être réalisé afin de prévenir un départ de feu de végétation.

Ces faits ont donné lieu à une lettre de suite de l'inspection demandant des précisions et la transmission d'éléments justifiant de la réalisation d'actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection un inventaire des produits susceptibles d'être présents sur le site. Cet inventaire porte sur les produits suivants : produits pétroliers, additifs, colorant, éthanol, produits divers liquides et en bombes (tels que peintures, huiles, dégivrants,...), produits divers solides (palettes, cartons, câbles électriques, déchets). Dans l'inventaire, les déchets sont distingués par catégories (plastiques, déchets électroniques,...).  Cet inventaire est accompagné d'un plan localisant différentes zones de stockage.  Selon l'exploitant, cet inventaire est diffusé par courriel chaque soir et est donc accessible à distance.

Selon l'exploitant, l'état des stocks est actualisé tous les jours pour les stockages en réservoirs de produits pétroliers, d'additifs, de colorant et d'éthanol. S'agissant des produits divers liquides, en bombes et solides, compte tenu de la diversité des produits présents en faibles quantités, ils sont mentionnés dans l'inventaire, mais il n'est pas procédé à une mise à jour autre que celle réalisée lors de l'inventaire physique annuel.

L'inspection a relevé les écarts suivants :

- le plan localisant les différentes zones de stockage ne fait apparaître explicitement ni le parc de stockage des hydrocarbures en réservoirs aériens, ni les zones de stockage des additifs et du colorant, ni celle de stockage de l'éthanol ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier, lors de la visite, que l'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne du site en vigueur (version mise à jour le 01/12/2022) ;
- la cuve de stockage des eaux hydrocarburées associée au décanteur n'est pas répertoriée. Ces eaux souillées sont susceptibles de constituer des déchets classés HP3 (inflammables) ;
- les stockages de fioul associés aux groupes moto-pompes ne sont pas répertoriés.

Par ailleurs, cet inventaire fait apparaître la cuve de slops de jet, mais il ne mentionne pas :

- la cuve aérienne associée aux purges de Jet aux postes de chargement des camions. Selon l'exploitant, cette cuve est vidangée chaque soir. Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté, de visu, la présence de Jet dans la cuve. Elle contenait, d'après l'exploitant, environ 50 litres ;
- la cuve aérienne associée aux purges de Jet aux postes de déchargement des wagons.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées – format synthétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place d'état des matières stockées autre que celui évoqué au point précédent.  L'inspection note que certaines parties de cet état des matières stockées, qui comportent des informations vulgarisées, pourraient satisfaire l'objectif de répondre aux besoins d'information de la population.  L'exploitant se prononcera sur les éléments à retenir de son état des matières stockées, afin de répondre aux besoins d'information de la population.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 3 : État des matières stockées - Mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées – réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Comme mentionné précédemment, l'inventaire des stocks est actualisé tous les jours pour les stockages en réservoirs de produits pétroliers, d'additifs, de colorant et d'éthanol.  L'inspection a constaté la présence d'autres récipients aériens pouvant potentiellement relever du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié, et donc de son article 30 : <ul style="list-style-type: none"><li>- cuve de stockage des eaux hydrocarburées associée au décanteur ;</li><li>- cuve associée aux purges de Jet aux postes de chargement des camions ;</li><li>- cuve associée aux purges de Jet aux postes de déchargement des wagons.</li></ul> Dans l'éventualité où ces cuves relèveraient du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié, l'exploitant devra mettre en place un inventaire journalier de ces stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires rubrique n° 4330**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique n° 4330
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 4330 Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t : A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t : DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.
<b>Constats :</b> L'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale. Les activités du site sont aujourd'hui réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 août 1998, modifié en dernier lieu le 25 juillet 2022.  L'arrêté préfectoral d'autorisation complété et modifié du site ne vise pas d'installations relevant de la rubrique n° 4330 de la nomenclature ICPE.  Hormis certains des produits pétroliers stockés sur le site, qui relèvent d'une autre rubrique ICPE (rubrique n° 4734), ni l'inventaire des produits susceptibles d'être présents sur le site, transmis à l'inspection par l'exploitant préalablement à la visite, ni l'état des matières stockées présenté lors de la visite ne mentionnent des liquides inflammables de catégorie 1 (mention de dangers H224).  Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence : - de liquides inflammables de catégorie 1, hormis certains des produits pétroliers stockés sur le site (rubrique n° 4734) ; - de liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition ou d'autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4331**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique n° 4331
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique n° 4330.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t : E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t : DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation complété et modifié du site vise des installations relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE (stockages d'éthanol).  Pour ces installations, les volumes mentionnés dans l'état des matières stockées, présenté à l'inspection lors de la visite, sont conformes aux capacités maximales fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.  Par ailleurs, selon l'état des matières stockées transmis par l'exploitant, un autre produit de mention de dangers H225 est stocké sur le site. Toutefois, ce produit comporte aussi la mention de danger suivante : H411. Il ne relève donc pas de la rubrique n° 4331 mais de la rubrique n° 4511.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4734**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif conformité rubrique n° 4734
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique n° 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t : A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t : E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : DC</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t : A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total : DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>
<p><b>Constats :</b> Les réservoirs aériens de produits pétroliers du site sont visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation sous la rubrique n° 4734 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Pour ces installations, les volumes mentionnés dans l'état des matières stockées, présenté à l'inspection lors de la visite, sont conformes aux capacités maximales fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p> <p>Par ailleurs, comme évoqué précédemment, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le site comporte des petits stockages de fioul associés aux groupes moto-pompes (réservoirs fixes de 100 à 1 000 litres).</p> <p>Mais, ces réservoirs, qui sont susceptibles de relever de la rubrique n° 4734 de la nomenclature ICPE, ne sont pas visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p> <p>La situation administrative de ces installations nécessite d'être régularisée. À cette fin, l'exploitant transmettra les volumes de ces stockages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 1436**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique n° 1436
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t : DC
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation complété et modifié du site vise des installations relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE (stockages d'additifs).  Pour ces installations, les volumes mentionnés dans l'état des matières stockées, présenté à l'inspection lors de la visite, sont conformes aux capacités maximales fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.  L'inspection note que pour l'inventaire des produits divers liquides, aucun produit de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C n'est répertorié. Néanmoins, lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que cette caractéristique a été examinée pour établir l'inventaire de ces produits.  L'exploitant confirmera qu'aucun produit divers liquide présent sur le site n'a de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubriques n°47XX autres**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rub. nommément désignées 47xx
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Autres rubriques nommément désignées n° 4722, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation du site ne vise pas d'installations relevant des rubriques n° 4722, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature ICPE.  Ni l'inventaire des produits susceptibles d'être présents sur le site, transmis à l'inspection par l'exploitant préalablement à la visite, ni l'état des matières stockées présenté lors de la visite, ne mentionnent la présence d'installations relevant de ces rubriques.  Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de tels produits (contrôle par sondage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Réservoirs soumis à l'AM du 3/10/10**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 03/10/10
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.
<b>Constats :</b> L'exploitant a identifié des réservoirs aériens nouvellement soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. Il s'agit des réservoirs d'additifs et de colorant, du fait de leur point éclair compris entre 60 et 93 C°.  La visite a montré que d'autres récipients présents sur le site pourraient relever du périmètre d'application de cet arrêté et donc être soumis à ses dispositions : <ul style="list-style-type: none"><li>- cuve aérienne de slops de jet présente dans la rétention des réservoirs de Jet ;</li><li>- cuve aérienne associée aux purges de Jet aux postes de chargement des camions ;</li><li>- cuve aérienne associée aux purges de Jet aux postes de déchargement des wagons ;</li><li>- cuve de stockage des eaux hydrocarburées associée au décanteur. Il s'agit d'une cuve placée en fosse, non recouverte.</li></ul> L'exploitant examinera la situation de ces cuves au regard du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié et transmettra à l'inspection les conclusions de son examen.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10 – identification install nouvelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-Une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. Toutes les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 2 à 64.
<b>Constats :</b> Aucun dossier de demande d'autorisation environnementale n'a été déposé par l'exploitant après le 1er janvier 2021.  Les installations actuelles du site régulièrement autorisées sont donc considérées comme existantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 11 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 24/09/20
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir procédé à un examen de la situation des récipients mobiles présents sur son site, au regard du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié. Cet examen n'a pas conduit à identifier des récipients soumis.  Toutefois, comme indiqué précédemment, pour l'inventaire des produits divers liquides, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que le point éclair a été examiné pour établir l'inventaire. Une incertitude demeure donc, qu'il convient de lever.  Par ailleurs, un produit présent sur le site, répertorié dans l'inventaire des produits divers liquide, comporte la mention de dangers H225. Ce produit est stocké en container mobile (fût). Selon l'inventaire, 1 seul fût est présent sur le site. Quelques produits divers, stockés notamment dans l'atelier, comportent la mention de dangers H226 (exemple : pots de peintures). Ces petits stockages en contenants mobiles, compte tenu de leurs mentions de dangers, sont susceptibles de relever du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié.  L'exploitant examinera la situation de ces stockages, au regard du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié et transmettra à l'inspection les conclusions de son examen.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM du 24/09/20 – identification install nouvelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.
<b>Constats :</b> Aucun dossier de demande d'autorisation environnementale n'a été déposé par l'exploitant après le 1er janvier 2021.  Les installations du site régulièrement autorisées sont donc considérées comme existantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Distance des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;</li><li>• pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites.</li></ul> L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m <sup>2</sup> , à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.
<b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment, un produit est stocké sur le site en conteneur mobile (1 fût) et comporte la mention de dangers H225. Ce stockage est susceptible de relever du périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié.  Ce fût est stocké à moins de 20 mètres des limites du site.  L'exploitant soit déplacera ce fût pour le stocker à plus de 20 mètres des limites du site, soit réalisera une étude des effets thermiques. En fonction des conclusions de cette étude, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions définies au point 2.A de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié.  S'agissant des produits de l'atelier comportant la mention de dangers H226 (cf. point de contrôle n° 11), l'inspection note que cet atelier n'est pas situé en bordure de site et est vraisemblablement à une distance supérieure à 20 mètres des limites de propriété.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026. Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, le site ne stocke pas de liquides inflammables de catégorie 1 ou 2 en contenants fusibles de type récipients mobiles, d'un volume supérieur à 30 litres.  L'inspection n'a pas constaté la présence de tels stockages, lors de la visite de terrain (contrôle par sondage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : merlons rétention - débroussaillage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que les merlons des rétentions du parc de stockage d'hydrocarbures en réservoirs aériens sont recouverts d'une végétation dense, avec la présence, en certains endroits, de grands arbustes.  Un débroussaillage des merlons doit être réalisé, afin de prévenir un départ de feu de végétation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois